

L'imbroglie politique kosovar

> **Pristina** Le controversé président refuse désormais de démissionner

Le Kosovo n'a plus de président et se trouve plongé dans une très sérieuse crise institutionnelle et politique. Lundi, la Cour constitutionnelle a invalidé l'élection de Behxhet Pacolli, qui a présenté sa démission mercredi soir avant de la retirer jeudi. Le sulfureux homme d'affaires, qui dispose de la double nationalité suisse et kosovare, avait été élu à la magistrature suprême par le parlement, le 22 février dernier, après plusieurs tours de scrutin boycottés par l'opposition. La Cour constitutionnelle estime que le nombre de deux tiers des députés requis pour l'élection présidentielle n'a pas été atteint.

La confusion est totale à Pristina, où personne ne sait quelles peuvent être les suites légales: le président du parlement, Jakup Krasniqi, ayant participé au vote contesté par la Cour constitutionnelle, ne pourrait pas assurer l'intérim de la fonction présidentielle, qui reviendrait donc au président de la Cour. Les modalités d'une nouvelle élection sont totalement incertaines: le parlement pourra-t-il désigner un nouveau président, ou faudra-t-il convoquer de nouvelles élections parlementaires?

La Cour constitutionnelle n'a pas précisé de scénario pour faire face à cette situation encore inédite dans l'histoire du jeune Etat.

Le président n'a que des pouvoirs protocolaires relativement limités, mais le soutien de Behxhet Pacolli est indispensable au premier ministre Hashim Thaçi, qui ne dispose que d'une très fragile majorité parlementaire. Celle-ci réunit le Parti démocratique du Kosovo (PDK), l'Alliance pour un nouveau Kosovo de Behxhet Pacolli et les élus des minorités nationales, notamment les Serbes du Parti libéral indépendant (SLS). Behxhet Pacolli a fait savoir qu'il ne reconduirait pas l'accord de coalition s'il ne pouvait pas retrouver son fauteuil présidentiel, ce qui entraînerait la chute du gouvernement Thaçi.

Stratégies

Les diplomates occidentaux et les missions internationales à Pristina envisagent tous les scénarios pour écarter le risque de nouvelles élections. Le principal parti d'opposition, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), a catégoriquement exclu sa participation à un gouver-

nement de «grande coalition» qui serait dirigé par Hashim Thaçi, mais l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK) de l'ancien commandant Ramush Haradinaj, en cours de jugement devant le TPIY de La Haye pourrait, selon certaines rumeurs, accepter d'entrer en coalition avec le PDK. Cependant, l'incertitude constitutionnelle permet toutes les hypothèses. Ainsi, selon le professeur Riza Smaka, cité par la presse kosovare, «lorsqu'une violation de la procédure est constatée, le parlement est automatiquement dissous et de nouvelles élections anticipées sont convoquées».

Cette nouvelle crise survient alors que le Kosovo vit au rythme des procès pour crimes de guerre engagés par la mission européenne Eulex contre d'anciens combattants de l'UÇK. En cas de dissolution du parlement, la principale figure visée par ces procès, l'ancien commandant et ancien ministre Fatmir Limaj (PDK), perdrait son immunité parlementaire, et pourrait être arrêtée, ce qui ne manquerait pas de provoquer de fortes réactions des associations d'anciens combattants, très mobilisées. **Jean-Arnault Dérens** KOSOVO

M.A.T.J.